

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 02/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL LA NOUE**

13 route de Chatenay

MOUTIERS SOUS ARGENTON

79150 Argentonay

Références : 2025-01117  
Code AIOT : 0057900485

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement EARL LA NOUE implanté 9 route de Chatenay - La Noue MOUTIERS SOUS ARGENTON 79150 Argentonay. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LA NOUE
- 9 route de Chatenay - La Noue MOUTIERS SOUS ARGENTON 79150 Argentonay
- Code AIOT : 0057900485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cette installation bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 3024 modifié du 08 juillet 1998 pour l'exploitation d'un élevage avicole avec un effectif de 67 500 emplacements.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Élevages Rétention ;
- AN25 Élevages Stockage.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD 1 : Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Sans objet
2	MTD 2 : Bonne organisation interne	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Sans objet
3	Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
4	Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Sans objet
5	Risques accidentels	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
6	Gestion des écoulements	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21	Sans objet
7	Réseau séparé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Installations traitement effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	Sans objet
9	Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
10	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
11	Tuyauteries et canalisations des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Sans objet
12	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
13	Stockage des effluents hors zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-II	Sans objet
14	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
15	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-IV	Sans objet
16	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
17	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune anomalie constatée au vu des éléments présentés.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD 1 : Système de management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;</li> <li>définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</li> <li>planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement ;</li> <li>mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>organisation et responsabilité ;</li> <li>formation, sensibilisation et compétence ;</li> <li>communication ;</li> <li>participation du personnel ;</li> <li>documentation ;</li> <li>contrôle efficace des procédés ;</li> <li>programmes de maintenance ;</li> <li>préparation et réaction aux situations d'urgence ;</li> <li>respect de la législation sur l'environnement.</li> </ol> </li> <li>contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : <ol style="list-style-type: none"> <li>surveillance et mesurage (voir également le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance</li> </ol> </li> </ol>



des émissions des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles - ROM) ;  
 b) mesures correctives et préventives ;  
 c) tenue de registres ;  
 d) audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour.

6. revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction ;

7. suivi de la mise au point de technologies plus propres ;

8. prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une installation dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;

9. réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur (document de référence sectoriel EMAS, par exemple) ;

**Constats :**

**Non conformité du contrôle réalisé le 30 mai 2023 soldée**

Le SME a été complété.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : MTD 2 : Bonne organisation interne**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41

**Thème(s) :** Élevage, Organisation

**Prescription contrôlée :**

Afin d'éviter ou de réduire les effets sur l'environnement et d'améliorer les performances globales, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques suivantes :

a- Localisation appropriée de l'unité/l'installation d'élevage et bonne répartition spatiale des activités, afin de :

- réduire les transports d'animaux et de matières (y compris les effluents d'élevage) ;
- maintenir une distance adéquate par rapport aux zones sensibles nécessitant une protection ;
- tenir compte des conditions climatiques existantes (par exemple, vent et précipitations) ;
- prendre en considération la capacité d'extension ultérieure de l'installation d'élevage ;
- éviter la contamination de l'eau.

b- Éduquer et former le personnel, en particulier dans les domaines suivants :

- réglementation applicable, élevage, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents d'élevage, sécurité des travailleurs ;
- transport et épandage des effluents d'élevage ;
- planification des activités ;
- planification d'urgence et gestion ;
- réparation et entretien des équipements.

c- Élaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus tels que la pollution de masses d'eau. Il peut notamment s'agir :

- d'un plan de l'installation d'élevage indiquant les systèmes de drainage et les sources d'eau/effluents ;
- de plans d'action pour pouvoir réagir à certains événements potentiels (par exemple en cas d'incendie, de fuite ou d'effondrement des fosses à lisier, de ruissellement non maîtrisé à partir des tas d'effluents d'élevage, de déversements d'huile) ;

- des équipements disponibles pour faire face à un incident de pollution (par exemple, équipement pour colmater les drains, construire des fossés de retenue, des pare-écume pour les déversements d'huile).

d- Contrôle, réparation et entretien réguliers des structures et des équipements tels que :

- les fosses à lisier pour détecter tout signe de dégradation, de détérioration ou de fuite ;
- les pompes à lisier, les mélangeurs, les séparateurs, les dispositifs d'irrigation ;
- les systèmes de distribution d'eau et d'aliments ;
- le système de ventilation et les sondes de température ;
- les silos et le matériel de transport (par exemple, vannes, tubes) ;
- les systèmes de traitement d'air (par inspection régulière, par exemple).

Peut comprendre la propreté de l'installation d'élevage et la lutte contre les nuisibles.

e-Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou réduire les émissions.

**Constats :**

**Non conformité du contrôle réalisé le 30 mai 2023 soldée**

Les documents ont été mis à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Risques accidentels**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Connaissance de la nature et des risques des produits

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.

**Constats :**

Présence des fiches de données sécurité des produits dangereux employés sur le site intégrées au registre des risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Risques accidentels**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les consignes précisent autant que de besoin :

- [...]

- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des

risques spécifiques et de produits incompatibles ;  
- [...]

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

**Constats :**

Présence d'un salarié sur le site.  
Le document unique en cours d'écriture.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le document unique devra intégrer les consignes relatives aux conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Risques accidentels**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse.

<p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Présence de 3 citernes de gaz (2 de 1 750 kg et 1 de 1 900 kg) et d'une citerne de fioul (simple paroi associée à une rétention adaptée).</p> <p>Présence de rétention adaptée associée aux produits liquides dangereux pour l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Gestion des écoulements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.</p> <p>Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.</p> <p>Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.</p> <p>La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sans objet.</p> <p>Élevage en bâtiment, absence de parcours extérieur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Réseau séparé

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution</p>

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

**Constats :**

Sans objet.

Élevage en bâtiment, absence de parcours extérieur.

Pour information, les eaux pluviales des toitures sont directement infiltrées à la parcelle. Présence de gouttières au niveau des pignons des bâtiments qui collectent les eaux qui pourraient être souillées lors du ramassage des volailles en fin de bande.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Installations traitement effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.

Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière.

Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus.

L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents.

Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation.

Tout équipement de traitement et d'aéroaspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.

Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.

Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :

- de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;

- d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;

- de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspiration ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspiration) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018).

Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.



<b>Constats :</b>  Sans objet. Absence de traitement des effluents sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.  À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.  Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.  (Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux installations existantes autorisées avant le 1er octobre 2005)
<b>Constats :</b>  Présence de 2 bâtiments d'élevage fonctionnant sur litière accumulée dont les sols sont en terre battue. Présence de silos tours aux abords des bâtiments pour le stockage des aliments.  Présence de sous bassement sur les murs intérieurs des bâtiments.  Absence de trace d'écoulement à proximité extérieure des bâtiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une

clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

**Constats :**

Élevage fonctionnant sur litière accumulée.  
Le fumier est évacué à la fin de chaque bande.

Absence de lisier sur le site d'exploitation des volailles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Tuyauteries et canalisations des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

**Constats :**

Vérification régulière des canalisations au moment de la réalisation des opérations de nettoyage des bâtiments.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Collecte et stockage des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.  
Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Constats :**

Les eaux usées produites sont les eaux de lavage de l'intérieur des bâtiments qui s'effectue à chaque fin de lot avant retrait de la litière. Les eaux de lavage sont donc absorbées par la litière et ne s'écoule pas vers l'extérieur.

Les eaux des lavabos (peu chargées) sont collectées vers un bidon puis vidées sur la litière en fin de bande.

Présence d'un plan des réseaux de collecte des effluents.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un système de récupération des eaux de lavage des sas et des lavabos qui soit étanche et adapté à l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Stockage des effluents hors zone vulnérable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques.</p> <p>Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.</p> <p>Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation de l'élevage.</p>
<b>Constats :</b>
Sans objet (site en zone vulnérable).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Stockage des effluents en zone vulnérable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.</p>
<b>Constats :</b>



La litière est évacuée à chaque fin de bande et est stockée en bout de champ sur un lit de paille.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Collecte et stockage des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-IV

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux.

Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022.

Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.

**Constats :**

La demande d'autorisation de l'EARL DE LA NOUE est antérieure au 1er novembre 2022, ces dispositions ne seront applicables uniquement qu'aux nouvelles construction.

Pour information, une rigole est positionnée devant le bureau de l'exploitation. Elle permet de récupérer les eaux pluviales en temps normal d'exploitation. Les eaux d'extinction (du 1er bâtiment et du bureau) seraient dirigées vers cette rigole mais aboutiraient au réseau collectif de gestion des eaux pluviales.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est donc préconisé de mettre en place un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permettant l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Rejets directs d'effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

**Constats :**

Absence d'effluent liquide (lisier) sur le site.

Absence de trace de fuite autour des bâtiment lors de la viste.



<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 17 : Rejets directs d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
-------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
--------------------------------------

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.

Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.

L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.

Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :

- dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ;
- par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ;
- sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ;
- pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).

<b>Constats :</b>
-------------------

Dernière mise à jour du plan d'épandage ayant fait l'objet de la prise acte n°A6394 du 21 juillet 2022.

Les effluents produits par l'exploitation sont épandus sur des terres agricoles (terres en propre de l'EARL LA NOUE et exportation sur les terres gérées par M. Florent DERUSSE.

Présence du plan d'épandage 2024.

Présence du plan de fumure 2025.

Présence d'une convention signée entre l'EARL LA NOUE et M. Florent DERUSSE.

Présence du bordereau récapitulatif, pour la campagne 2024, des exportations d'effluents effectuées vers les terres exploitées par M. Florent DERUSSE.

<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
----------------------------------------------

